

## Chapitre 11

### LE COUP DU 12 AVRIL 1927

Le 12 avril, à quatre heures du matin, le clairon sonna route Ghisi, au quartier général de Chiang Kai-shek établi dans les bureaux du ministère des Affaires étrangères. Une canonnière chinoise à l'ancre à Nantao lança un coup de sirène. « Au même instant, rapporte la *China Press*, les mitrailleuses se mirent à crépiter<sup>1</sup>. » L'attaque fut déclenchée à l'heure prévue dans Chapei, Nantao, le quartier Ouest, Woosong, Pootong et Jessfield. Ce ne pouvait être une surprise pour personne, sinon pour les ouvriers car, ainsi que le révéla le journal britannique local, « après minuit, toutes les autorités concernées, chinoises ou étrangères, avaient été secrètement prévenues des événements qui allaient avoir lieu dans la matinée<sup>2</sup> ».

Les gangs des bas-fonds de Shanghai « avaient fiévreusement travaillé pendant la nuit à organiser des partis inconnus, afin d'apparaître à l'aube comme par enchantement ». Les truands avaient enfilé des brassards blancs portant le caractère *gong* (travail). Le *North China Daily News* les appela pudiquement les « travailleurs en armes du Kuomintang »; le rapport de la police municipale fit allusion à des « Volontaires-Marchands »; la *China Press* se contenta de « troupes nationalistes ». Sans mettre de gants, George Sokolsky écrivit que « des arrangements avaient été conclus avec la *Société Verte* et la *Société Rouge*, afin qu'un matin, en tant que travailleurs blancs ils tombent sur les communistes et les descendent<sup>3</sup> ». En fait, ils n'apparurent pas « comme par enchantement » mais, ainsi que l'ont noté le *Shun Pao* et d'autres journaux, ils se « ruèrent au signal donné hors des concessions » et, aux abords des quartiers chinois, ils firent leur jonction avec

les détachements, triés sur le volet, des troupes de Pai Ch'ung-hsi. Ensemble ou séparément, selon les plans précis établis d'avance, ils attaquèrent les positions ouvrières disséminées à travers la ville. Dans la plupart des cas, comme pour la guilde de Foochow à Nantao et le poste de police de Pootong, les objectifs furent atteints après des combats violents mais brefs. Sitôt que les permanences tombaient, le sort des piquets de garde était réglé brutalement et vite. Les armes étaient ramassées, « les vêtements et les chaussures arrachées <sup>4</sup> ». Tout ce qui résistait était abattu sur place. Les survivants, attachés les uns aux autres, étaient évacués vers Longhwa ou les rues avoisinantes, pour y être exécutés. En certains endroits, les assaillants eurent aussi recours à la ruse : la guilde de Huchow, à Chapoi, abritait le quartier général de l'Union générale du Travail et était défendue par plusieurs dizaines d'ouvriers. Vers quatre heures du matin une soixantaine de gangsters arrivèrent sur les lieux, et commencèrent à y mettre le feu. Les ouvriers de garde, surpris, demandèrent aux assaillants à quel syndicat ils appartenaient. « Aux troupes de l'expédition du Nord », leur fut-il répondu. Il y eut alors une fusillade de vingt minutes, jusqu'à ce qu'un bataillon régulier dirigé par un officier du nom de Hsin Ting-yu fasse son apparition. Hsin ordonna le cessez-le-feu, criant à l'adresse des piquets défendant l'Union générale du Travail, « Ne nous tirez pas dessus, nous sommes venus pour désarmer ces gens-là. » Le tir fut interrompu. L'officier proposa alors, depuis la rue, que les deux camps déposent les armes. Ostensiblement, il désarma plusieurs des assaillants, allant même jusqu'à en ligoter quelques-uns, sous l'œil soupçonneux des ouvriers. On ouvrit alors toutes grandes les portes, et le communiste chinois qui raconte la scène ajoute qu'on offrit aux soldats des cigarettes et du thé. L'officier déclara à Ku Chen-chung, qui dirigeait les piquets, qu'il avait été désigné pour « arbitrer militairement » selon la nouvelle loi martiale, et il demanda à Ku de l'accompagner jusqu'au quartier général. Celui-ci se mit en route avec six de ses hommes... Après quelques pas Hsin lui dit : « Nous avons désarmé ces guérilleros, au tour des vôtres maintenant. » Ku n'alla pas plus loin. « Ce n'est pas possible, dit-il, ceux-là sont des gangsters, et les nôtres des ouvriers révolutionnaires; pourquoi nous désarmer? » En guise de réponse on les ceintura et, une fois désarmés, ils furent ramenés au siège de l'Union générale du Travail. Aussitôt,

trois cents voyous restés en réserve faisaient irruption dans les bâtiments, et, devant les soldats impassibles, attaquaient sauvagement les ouvriers de garde stupéfaits. Dans la mêlée Ku et son adjoint, un jeune homme nommé Chou En-lai\*, parvinrent à s'échapper. La guilde de Huzhou était tombée. De semblables méthodes vinrent à bout de la plupart des autres places fortes ouvrières de la ville<sup>5</sup>.

Vers le milieu de la matinée, dans la dernière d'entre elles, l'important bâtiment des Presses commerciales, quatre cents hommes lenaient tête à des forces infiniment supérieures en nombre. Lorsque, les hommes de main étant passés à l'attaque, la troupe était arrivée pour demander la cessation des hostilités, on avait répondu par une fusillade plus nourrie. Là-dessus, les soldats se joignirent aux assaillants. Ceci remettait les choses au point et enlevait les dernières illusions. Le fracas des armes emplît la route de Paoshan pendant plusieurs heures. Assiégées de tous côtés, les milices combattirent jusqu'aux dernières cartouches et jusqu'au dernier homme. Il était presque midi lorsque les assaillants purent enfin se risquer dans le bâtiment criblé de balles.

« Ce qu'ont pu faire les soldats alors qu'ils désarmaient les communistes n'est bien sûr pas connu, et il ne faut pas s'attendre que les autorités chinoises fassent de la réclame à ce sujet », écrivait complaisamment le *North China Daily News*. Si les premiers rapports étrangers minimisèrent les dégâts le premier jour, le rapport ultérieur de la police municipale, qui était contrôlée par les Britanniques, se rapprocha un peu plus de la réalité en parlant de quatre cents tués au cours des opérations. D'autres rapports font état de sept cents morts. Parmi les disparus il y avait Wang Shao-hua, président de l'Union générale du Travail. Ce n'est qu'après qu'on apprit qu'enlevé par quelques gangsters, la veille dans l'après-midi, il avait été conduit au quartier général militaire de Lungwa pour y être exécuté. A quatre heures les militaires annonçaient qu'ils avaient la situation bien en main.

\* Ku, en 1931, devait passer au Kuomintang, et y devenir un des tueurs les plus enragés, puis finalement le chef de l'organisation de Chiang Kai-shek chargée de l'exécution de la terreur anticommuniste.

Chou En-lai réapparut plus tard comme l'un des leaders du mouvement communiste paysan dans l'arrière-pays. Ku et Chou se trouvèrent à nouveau réunis dans le camp de Chiang lors du second « front-uni » contre le Japon.

C'est Chou qui fut chargé des négociations consécutives au « kidnapping » de Chiang à Sian en 1936. En 1945, il conduisit les vaines négociations qui précédèrent la reprise de la guerre civile. En 1949, il devint premier ministre, et ministre des Affaires étrangères, du premier gouvernement de la République populaire.

Ch'en Ch'ün, secrétaire et adjoint du chef de gang Chang Hsiao-lin et récemment nommé directeur politique de l'armée de Pai Ch'ung-hsi\*, annonça ses projets pour la « réorganisation » de l'Union générale du Travail, selon les principes déjà appliqués en mars au Kiangsi et au Chekiang. « La politique du gouvernement est de voir les ouvriers travailler en harmonie avec l'armée révolutionnaire et le gouvernement, déclara-t-il, mais si les travailleurs deviennent un élément de trouble, s'ils s'arrogent des rôles préjudiciables à l'intérêt du mouvement, et s'ils troublent l'ordre public de la loi, alors il faudra les discipliner. » L'« Alliance ouvrière » créée pour l'occasion s'empara des bâtiments syndicaux et se présenta ainsi :

L'Union générale du Travail de Shanghai était manipulée par quelques fripouilles communistes. C'est par l'intimidation et la menace, en induisant les ouvriers en erreur, qu'ils ont pu les obliger à se sacrifier. Le nombre des travailleurs qui ont perdu leur métier, et sont obligés de recourir à la grève, augmente de jour en jour. L'Union générale du Travail voulait ruiner et réduire à la famine les ouvriers, provoquer des occasions de commettre des crimes contre la société et contre l'État. L'alliance ouvrière souhaite réaliser le « triple démisme » du Kuomintang, subvenir aux intérêts les plus concrets des ouvriers, collaborer tant à la reconstruction de la Chine qu'à la lutte pour l'égalité et la liberté dans la famille des nations. Maintenant que toutes les milices de l'Union générale du Travail ont été désarmées, elles ne peuvent plus nuire à notre classe laborieuse. Désormais celle-ci est totalement libre, et l'on souhaite qu'elle envoie des délégations prendre contact avec nous; et qu'elle attende patiemment le règlement de toute cette affaire <sup>7</sup>.

Pendant ce temps, l'Union générale du Travail et d'autres organisations communistes qui existaient toujours continuaient à envoyer à Chiang Kai-shek appels et pétitions. Le Tangpu de Shanghai, la branche locale du Kuomintang, depuis longtemps expulsée de ses locaux, publia cette exhortation : « Nos masses ouvrières ne doivent pas craindre de se réorganiser... A ce propos, les autorités militaires se doivent de les protéger effectivement et, par la même occasion, auraient à leur restituer leurs armes. » Feu le gouvernement provisoire existait toujours, sur le papier,

\* Ch'en Ch'ün et Yang Hu commandaient en personne les groupes de tueurs de Chiang Kai-shek. Ultérieurement, ils achevèrent à Ningpo et ailleurs la « réorganisation » du mouvement ouvrier en exécutant des centaines de gens. Un dicton devient à la mode : « A Shanghai les loups et les tigres [Hu] chassent en bandes [Ch'ün]. »

et adressa cette lettre au général Pai : « Les milices ouvrières ont fait de lourds sacrifices lorsqu'elles ont aidé l'armée de l'expédition du Nord à jeter à bas les troupes mercenaires du Chihli et du Shantung... Après la prise de Shanghai elles ont coopéré avec l'armée et la police et ce ne sont pas de minces services qu'elles ont rendus à la ville. Le commandant en chef lui-même, le général Chiang, les félicita hautement et leur remit un drapeau sur lequel était inscrit « action commune »... La lettre se terminait par une respectueuse sollicitation pour obtenir que les armes confisquées soient rendues aux milices <sup>8</sup>. Cette nuit-là, des orateurs communistes s'adressèrent à la foule dans les rues de Chapei, soulignant tristement que « les ouvriers depuis des années soutenaient le gouvernement nationaliste, et que c'était seulement récemment qu'ils s'étaient souciés d'investir la ville pour leur propre compte... Qu'ils avaient toujours maintenu la discipline... Que, non seulement ils avaient observé la loi, mais encore qu'ils avaient contribué à la renforcer <sup>9</sup>. » Lors de ces meetings de rue, on adopta des motions et on vota des résolutions préconisant « d'exiger encore auprès des autorités qu'elles rendent les armes ».

Ce fut à ce moment, la bataille étant déjà perdue et le temps où l'on pouvait agir ayant été irrémédiablement gâché, que l'Union générale du Travail appela, le 13 avril, à une grève générale de protestation. « Nous combattons jusqu'à la mort... avec la révolution nationale pour drapeau. Il est glorieux de mourir ainsi. » Les ouvriers avaient docilement suivi les communistes à l'abattoir; et on leur demandait maintenant de « se préparer à tout sacrifier pour donner un sang nouveau à la lutte contre les forces de droite <sup>10</sup> ». Ils auraient très bien pu demander quel genre de lutte restait possible contre l'aile droite. On leur avait dit que tout irait bien, qu'ils devaient faire marche arrière, abandonner leurs armes et se détourner du combat « au grand jour ». Ce combat au grand jour, c'est l'ennemi qui en avait pris l'initiative; et il les avait acculés sans recours possible alors qu'ils n'étaient pas préparés. Néanmoins, l'appel lancé par l'Union générale du Travail mit en évidence la cohésion et la force que possédaient encore les ouvriers. Cent mille d'entre eux cessèrent le travail <sup>11</sup>. Le port était bloqué; les employés des tramways, les ouvriers des filatures du quartier Ouest et la moitié des manufactures du Yangtzepoo répondirent à l'ordre de grève.

Le 13 avril à midi, les ouvriers se portèrent en masse à un meeting qui devait avoir lieu à Chapei, route Chinyuen. On fit à nouveau voter des résolutions réclamant le châtiement des jaunes, la protection de l'Union générale du Travail et la restitution des armes. Ayant mis au point une pétition, les manifestants sous une pluie battante se rendirent en cortège vers le quartier général de Chou Feng-ch'i : le général commandant la deuxième division. Les femmes et les enfants participaient au défilé et personne n'avait d'armes. Arrivés à Santet'ai, non loin du quartier général militaire, ils furent fauchés à la mitrailleuse, sans sommation. Les rafales déchiraient la foule, jetant hommes, femmes et enfants dans la boue. Comme ils s'enfuyaient on continua à leur tirer dans le dos. Des rues adjacentes arrivèrent d'autres troupes, tombant sur les manifestants en déroute à coups de baïonnettes, de crosses et de sabres, et les poursuivant jusque dans les maisons des quartiers populeux de Yipingt'ai et des routes de Paotung et de Tientungan. Hommes et femmes étaient traînés dehors, « ceux qui résistaient tués sur place... la plupart des blessés étaient laissés sur place à crever là où ils étaient tombés. Il fallut une heure pour nettoyer la rue », rapporta un témoin oculaire. Un autre, un peu plus tard, vit les cadavres entassés dans des remorques. Il compta ainsi huit camions remplis de corps. Il y eut trois cents morts et bien plus de blessés\*. Beaucoup de ces blessés furent « emmenés et enterrés avec les morts <sup>12</sup> ».

Les puissances étrangères coopérèrent directement au règne de la terreur institué dans toute la ville. La contribution des autorités françaises fut tout spécialement remarquée, le corps de police de la concession française étant dirigé par Huang Ching-yung « le Grêlé » en personne, un des triumvirs des bas-fonds de Shanghai. Dans la concession internationale, la police municipale

\* C'est parce qu'ils étaient « réactionnaires » que les prolétaires de Shanghai furent abattus. Un manifeste de Chiang Kai-shek les accusa explicitement de « conspirer avec les militaristes du Nord pour ruiner la cause de la révolution ». Rien de nouveau, semble-t-il, sous le soleil contre-révolutionnaire : les jacobins furent guillotins parce qu'ils étaient des « agents de Pitt ». Lénine et Trotsky en 17 étaient les « agents du Kaiser ». Dans la Russie de Staline, les rebelles devinrent successivement « des agents de l'Angleterre », « des agents de Hitler », « des agents du Mikado » ou « de Wall-Street » selon les nécessités impérieuses de la politique extérieure soviétique. En Espagne de 36 à 39 les staliniens ont abattu les révolutionnaires du P.O.U.M. et de la F.A.I. parce qu'ils étaient des « agents de Franco ». Les « agents de Chang Tso-lin » massacrés par les tueurs de Chiang et les mauseuristes du gang vert avaient des ancêtres. Ils allaient avoir des descendants.

étrangère, des détachements de troupes japonaises et britanniques lancèrent, à partir du 11 avril, une série de raids, dont plusieurs dans la zone chinoise adjacente à la prétendue extra-concession de la route Szechwanpei, « mesures prises en accord avec les autorités militaires de Lunghwa <sup>13</sup> ». Dans la nuit du 14 avril, des voitures blindées battant pavillon britannique rejoignaient des groupes de fusiliers-marins japonais pour des raids hors des concessions, au cours desquels les mitrailleuses entrèrent souvent en action. Partout les maisons étaient fouillées une à une et les arrestations effectuées sans nuance <sup>14</sup>. Des fournées entières de prisonniers arrivaient au quartier général militaire de Longhwa où ils passaient devant les tribunaux d'exception institués par la nouvelle loi martiale que Chiang venait de proclamer. Dirigés par des officiers expressément nantis du pouvoir d'agir « à leur propre discrétion » en cas d'urgence, ces tribunaux devinrent le principal instrument du terrorisme ainsi institutionnalisé qui, les mois suivants, réclama les têtes par milliers.

Cette terreur anticommuniste et antiouvrière sembla pourtant quelquefois violer les limites de la propriété privée qu'elle était censée garantir. Les négociants et les banquiers avaient pensé que Chiang et les gangsters seraient le meilleur rempart contre les prolétaires et il leur fallait maintenant subir les dépradations de leurs propres protecteurs. Comme la bourgeoisie française de 1852 avait « porté au pouvoir le sous-prolétariat, les batteurs de pavés avec à leur tête le chef de la société du 10 décembre <sup>15</sup> », la bourgeoisie chinoise en 27 porta au-dessus d'elle-même l'écume et la racaille de Shanghai dirigée par les chefs de la Société Verte et celui qu'on appelait parfois le Napoléon de Ningpo, Chiang Kai-shek. Comme son modèle français, la bourgeoisie chinoise devait payer lourdement ces professionnels de la « protection ». Selon la formule particulièrement idoine de Marx la bourgeoisie avait fait l'apothéose du sabre et se retrouvait dominée par le sabre... elle avait mis les réunions populaires sous la surveillance de la police et c'était ses salons qui maintenant étaient surveillés par la police... elle avait réprimé à l'aide de la force publique tout mouvement de la société, et maintenant le pouvoir d'Etat réprime à son tour, tout mouvement de sa propre société... pour l'amour de son porte-monnaie, elle s'était révoltée contre ses propres politiciens et littérateurs, maintenant, non seulement ses politiciens et littérateurs sont à l'écart, mais on pille son porte-monnaie, après

l'avoir bâillonnée et après avoir brisé sa plume. La bourgeoisie avait infatigablement crié à la révolution comme saint Arsène aux chrétiens : « *fuge, lasce, quiesce* », et maintenant c'est Bonaparte qui lui crie : « fuis, tais-toi, reste tranquille ! » Plus explicitement, Chiang ajouta : « paye ! »

Les banquiers; les industriels, les compradores et les négociants avaient rallié la bannière de Chiang, à condition qu'il les libère des communistes, des ouvriers rebelles, des grèves et des insurrections. Chiang s'était acquitté de cette tâche avec une brutalité susceptible de combler le plus exigeant et le plus inquiet des capitalistes. Il mena à bien, selon un journaliste anglais, « un nettoyage des communistes tel qu'aucun seigneur de guerre n'aurait osé en faire un, même sur son propre fief ». Mais, et voilà le hic, poursuit ce même journaliste « la campagne anticommuniste aurait dû s'en tenir là, et les gens [sic] auraient été contents. Au lieu de cela on usa à nouveau de toutes les formes de persécution, sous prétexte de chasser le communiste. On kidnappe et les lourdes rançons viennent alimenter les finances militaires... Pas d'explications ou de motifs... Sans passer devant les tribunaux... on attrape les millionnaires comme s'il s'agissait de communistes. Personne ne peut se garder de l'inquisition qui s'est installée<sup>16</sup>. » « Le commerce dans Shanghai et ses environs traverse une passe pitoyable, rapportait le 4 mai l'envoyé du *New York Times*; à la merci du général Chiang, les commerçants ignorent ce qu'apportera le lendemain, confiscations, emprunt forcé, exil, ou même l'exécution toujours possible... Les autorités militaires ont ordonné la réorganisation de la chambre de commerce et des autres institutions avec de nouveaux dirigeants, préalablement autorisés par Chiang et Pai Ch'ung-hsi, comme ils ont déjà procédé à la réorganisation des syndicats... On met hors la loi la meilleure classe chinoise. »

L'emprunt de trente millions de dollars émis par le nouveau gouvernement ne soulevant pas l'enthousiasme, les commerçants « regurent des « offres militaires » de souscription et des assurances précises quant à leur arrestation s'ils n'en passaient pas par là<sup>17</sup> ». Même Yung Chung-chin, l'industriel influent et bien connu, n'y coupa pas. Chiang lui demanda un demi-million de dollars. Quand Yung fit mine de marchander, Chiang le fit arrêter sur-le-champ. Il est bien connu que Yung paya 250 000 dollars sa levée d'écrrou. D'autres durent payer plus<sup>18</sup>.

On a dit fort justement que les dictatures fascistes ou

militaires ressemblaient aux gardes du corps qui, installés à la table de leurs employeurs menacés, participent bientôt autant qu'eux au festin. Chiang, comme d'autres militaires avant lui, ressemblait à un brigand drapé de l'autorité de l'Etat : néanmoins, il resta toujours un mercenaire. Il se faisait payer cher, certes, mais c'était encore peu en regard du service qu'il avait rendu à ses commanditaires en écrasant le mouvement ouvrier. Banquiers et négociants rallièrent suffisamment vite le nouveau gouvernement, et Chiang put monter à Nankin. Quelques jours après Shanghai, c'était le tour de Ningpo, Foochow, Amoy et Canton. Dans cette dernière ville, le tournant s'opéra à peu près comme à Shanghai.

Une délégation de syndicalistes en route pour Hankow arriva à Canton le 14 avril, juste à temps pour être témoin des raids contre les syndicats, des arrestations massives et des exécutions menées sous les ordres du général Li Chi-shen qui suivait les traces de Chiang. Peu de temps auparavant ce même général Li avait été catalogué par Staline dans le *directoire des « généraux révolutionnaires »* \*.

Fuyant Canton ces syndicalistes apportèrent à Hankow le tardif message suivant : « Nous regrettons d'avoir à dire que le berceau de la révolution nationale est devenu une place forte de la réaction <sup>19</sup>. »

A Hankow, l'aile gauche du Kuomintang et les communistes s'étaient engagés jusqu'au dernier moment, et même au-delà, dans un travail de conciliation avec Chiang. Wang Ching-wei et ses collègues en étaient arrivés à parler d'un accord possible avec Nankin sur le principe d'une session commune plénière du Comité exécutif central du Kuomintang, afin de régler « pacifiquement » toutes les querelles. Les nouvelles arrivaient maintenant à Hankow disant que Chiang s'apprêtait à tenir séparément sa propre session à Nankin. Le 13 avril, le lendemain du coup de Shanghai, la délégation du Comintern, désormais dirigée par Roy, envoya le télégramme suivant à Chiang :

La délégation de la Troisième Internationale se trouve en Chine et a toujours été impatiente de vous rencontrer;

\* Les années suivantes Li fut alternativement un allié ou un opposant de Chiang. Durant les dernières années de la lutte antijaponaise, il tenta de mettre sur pied un groupe de généraux et de politiciens oppositionnels dans le Sud-Ouest, mais échoua dans son entreprise. A travers la Ligue démocratique il rejoignit le camp communiste et lors de la mise en place du premier gouvernement populaire il occupa un poste nominalement élevé, en tant que caution « démocratique » du nouveau régime.

ce qui n'a malheureusement pas pu se faire, puisque nous visitons séparément différentes parties du pays... Nous apprenons que vous avez convoqué séparément plusieurs membres du Comité central et du conseil central de contrôle à Nankin. Ceci viole d'une façon évidente l'accord que vous avez conclu avec Wang Ching-wei, accord selon lequel tout conflit à l'intérieur du parti devra être soumis à une session plénière du Comité central, se réunissant à Wuhan et auquel vous participeriez. La convocation que vous avez lancée à quelques membres du Comité central en ce moment critique sera naturellement interprétée comme une rupture dans les rangs du parti. En ce moment où l'impérialisme s'unit dans une insolente attaque de la révolution nationale chinoise, l'unité des forces révolutionnaires est la nécessité suprême... En égard à cette situation périlleuse nous vous adjurons d'abandonner votre projet de conférence à Nankin qui, en fait, ferait éclater le Kuomintang et vous laisserait la responsabilité de la rupture du front nationaliste en ce moment critique. Nous vous adjurons de vous en tenir à l'accord qui prévoit le renvoi devant une session plénière du Comité central pour tout litige intérieur du parti. Si vous vous rangez à cet avis, nous serons très heureux de nous rendre à Nankin pour y discuter avec vous toutes les questions restées en suspens. La Troisième Internationale mettra tout en œuvre pour aider à la formation d'un front national uni de toutes les forces révolutionnaires. Signé, pour la délégation de la Troisième Internationale, M. N. Roy, le 13 avril 1927<sup>20</sup>.

Ce remarquable message fut transmis plus de vingt-quatre heures après le déclenchement de la répression à Shanghai, ce qui exclut la possibilité du manque d'information de Roy à Hankow. De toute façon les représentants du Comintern étaient parfaitement au courant des événements du Kiangsi, des attaques de plus en plus nombreuses contre les syndicats et les autres organisations de ville en ville le long du Yangtze et juste avant Shanghai, à Hangchow. Le télégramme du 13 avril fait clairement apparaître que les agents du Comintern, Roy, Earl Browder, Jacques Doriot et Tom Mann, avec Borodine et d'autres fins stratèges, étaient prêts à dépasser toutes ces contingences si Chiang acceptait, encore maintenant, leurs conseils. De Pékin, quelques jours plus tard, Walter Duranty, bien informé et connaissant bien son Kremlin, télégraphia au *New York Times* sa conviction que les « dirigeants de Moscou feraient leur possible pour replâtrer l'unité du Kuomintang, même si cela devait entraîner le sacrifice des communistes les plus avancés<sup>21</sup> ». Les offres de services faites au bourreau par les agents du Comintern à Hankou au moment même où les têtes roulaient sur le pavé de Shanghai, montraient jusqu'où celui-ci était prêt à aller pour

confirmer, aux dépens de la révolution, le dogme promulgué au Kremlin qui avait fait de la classe dominante chinoise le seul allié possible. Cela montrait, au moins, que Moscou avait mal compris et calculé la répartition des forces en Chine.

A Moscou ce fut tout d'abord le silence. Des rumeurs seulement parvinrent dans la capitale soviétique, et aux états-majors de la Troisième Internationale. Puis la nouvelle des événements de Shanghai arriva comme l'onde de choc d'un effondrement total. Une journée entière passa avant les premières prises de position, et il y a dans les documents disponibles un vide complet concernant les réactions du Kremlin à ce moment. Finalement, on constitua un bref communiqué, et les agences de presse étrangères purent enfin câbler : « Après avoir démenti avec insistance les nouvelles faisant état d'une mésentente sérieuse entre Chiang et les extrémistes du Kuomintang, les autorités soviétiques ont annoncé ce soir à Moscou que cela était malheureusement exact, et qu'elles déplorent les combats de Shanghai entre des détachements de l'armée nationaliste et les « confréries de travailleurs en armes », ainsi que le désarmement de ces confréries dans d'autres villes de la Chine par les troupes nationalistes <sup>22</sup>. » Au sein du Comintern la surprise fut totale et la consternation sans retenue. Les articles des « experts » démentant avec fermeté, jusqu'aux journées mêmes où l'attaque avait eu lieu, l'éventualité d'un coup de force de Chiang, étaient encore publiés dans la presse de l'Internationale plusieurs jours après. Le numéro du 16 avril de *La Correspondance internationale*, par exemple, publia un article de Ernst Thaelmann, futur leader du parti communiste allemand et destiné à figurer six ans plus tard dans le tribut à Hitler : « Ils [les impérialistes] savent très bien que le jeune prolétariat chinois, qui dans les quelques années d'après la guerre a politiquement évolué beaucoup plus rapidement que la grande masse des ouvriers européens en cinquante ans, exige avec de plus en plus de succès l'hégémonie sur la direction de la révolution chinoise. L'année 1926 a suffi à la révolution chinoise pour battre l'aile droite bourgeoise dans le parti Kuomintang et dans sa direction. Chiang ajoutait-il doit se borner à la direction militaire. » Il terminait en se gaussant des « illusions impérialistes » sur l'éventualité d'une défection de Chiang <sup>23</sup>. Le 20 avril, cette même publication éditait un article d'un certain Victor Stern, de Prague, annonçant que « toutes les espérances concernant l'évincement de

l'aile gauche de la direction du Kuomintang et un compromis de l'aile droite, arrivée au pouvoir, avec les militaristes du Nord, sont mensongères et n'ont aucune chance d'aboutir ». Le même jour, portant la même date, sortait une édition spéciale titrée « la Trahison de Chiang Kai-shek <sup>24</sup>. »

Le coup de Chiang, mauvais en soi pour la cause du Kremlin, était particulièrement embarrassant parce qu'il confirmait douloureusement les prédictions et mises en garde de Trotsky et de l'opposition intérieure du parti communiste russe. A bien des égards, c'est ce que Staline pardonna le moins à Chiang. Les événements allaient vérifier les thèses de Trotsky, le combat contre le trotskysme n'en devait pas moins se poursuivre. On l'avait bien senti sur la route de Shanghai où, selon les mots de Malraux, les dirigeants chinois « sachant que les thèses trotskystes s'en prenaient à l'alliance avec le Kuomintang, étaient terrifiés par toute attitude qui, à tort ou à raison, semblait liée à celle de l'opposition russe ». En conséquence, au nom de l'unité, ils avaient conduit les ouvriers au massacre. Même à ce moment il était impossible à Moscou d'admettre que les événements avaient rattrapé et dépassé des milliers de mensonges et d'arguments spécieux. Un porte-parole du Comintern déclara, sans humour : « La trahison de Chiang n'était pas inattendue <sup>25</sup>. » Staline lui-même, le 21 avril, déclara que les événements « avaient complètement et entièrement confirmé la justesse de la ligne du Comintern <sup>26</sup> ».

Mais les bulles papales se cassent la tête contre les faits. A Shanghai, les ouvriers étaient morts sur la croix de « l'unité » du Kuomintang. A l'abri de cette croix, militaristes et banquiers se remirent à leurs fructueuses occupations.

## Chapitre 12

### MOSCOU :

#### « LE CENTRE RÉVOLUTIONNAIRE »

Le coup de Shanghai était très grave pour la révolution, mais pas nécessairement mortel. Au Hunan, au Hupeh, la vague révolutionnaire commençait juste à déferler. Les paysans se soulevaient pour s'emparer des terres; les ouvriers, par leur degré d'organisation et de pouvoir virtuel, étaient déjà à même de prendre la tête des révoltes paysannes et de les protéger. Ensemble, ils représentaient une force assez puissante pour abattre la réaction qui tenait l'Est, avec Shanghai comme centre et Chiang pour maître.

Chiang, par ce coup de Shanghai, avait pris le pouvoir sans se déplacer, mais il ne l'avait pas encore bien en main.

Chiang avait agi dans la perspective d'un marché avec les puissances étrangères, mais en affaiblissant du même coup sa position dans le marchandage. Il avait tranché les veines du mouvement révolutionnaire national, mais il ne pouvait se débarrasser complètement de ses objectifs et de ses revendications s'il voulait ménager sa propre position. Pour être l'interlocuteur valable des impérialistes, il lui fallait bien réclamer pour le Kuomintang et pour lui-même la direction de « la lutte anti-impérialiste »; il devait continuer à dénoncer les « traités inégaux », et exiger pour la forme leur abrogation. Les intérêts étrangers concentrés à Shanghai étaient satisfaits, pour le moment, de ce que Chiang les avait débarrassés de la menace que constituait le mouvement des masses. Ils se tenaient en arrière attendant les garanties suivantes, qui prouveraient que Chiang méritait vraiment leur tutelle bienveillante.

Il ne saurait être question un instant de sous-estimer ce qu'a accompli le général Chiang [écrivait le *North China*

*Daily News*]. Dans les conditions que connaissait ce secteur quinze jours auparavant, il n'y avait qu'une chose à faire : agir sans pitié, abattre sans merci les communistes. Et cela, compte tenu de la situation où se trouvait alors le général Chiang, nécessitait de sa part un immense courage moral pour franchir ce pas et agir avec la résolution dont il fit preuve. De plus, nous reconnaissons pleinement ce vieux dicton : « Rome ne s'est pas bâtie en un jour. » Le général Chiang Kai-shek et le Kuomintang doivent faire plus, en moins de temps, avant que leurs assurances ne soient vraiment prises pour argent comptant <sup>1</sup>.

Comme nous l'avons vu, les capitalistes du Kiangsu et du Chekiang avaient payé cher, par la terreur et les exactions de toute sorte, les services que Chiang leur avait rendus. En regard de cette imposition, dans la mémoire de certains d'entre eux, les tributs versés aux vieux militaristes devaient sembler bien plus supportables. Passé le 12 avril, il n'y avait plus guère d'amitié entre Chiang et ses opulents inspirateurs. Il devait désormais les serrer de près, et eux, n'ayant plus d'autre choix possible, ne pouvaient que se laisser enchaîner à lui, car rien ne paraissait assuré. Chiang était dans une situation militaire très précaire. La contre-offensive des armées du Fengtien avait fait tomber Hsüchow. Les Nordistes, comme par dérision, faisaient pleuvoir des obus sur sa capitale, Nankin, depuis leurs positions retranchées de l'autre côté du fleuve, à Pukow. Chiang dut convenir lui-même de la désunion et de la démoralisation de ses troupes <sup>2</sup>. Il lui fallait encore payer le prix de son revirement contre le mouvement révolutionnaire ce qui l'avait privé du soutien populaire avec lequel s'évanouissait la légende de l'invincibilité des troupes nationalistes. Les victoires militaires n'étaient plus si faciles, et à leur place se profilaient de sombres perspectives. Affaibli dans sa lutte contre les Nordistes, il était encore plus faible face aux contre-attaques du mouvement révolutionnaire qui étaient, elles aussi, redoutables. Isolé à l'embouchure du Yangtze, Chiang pouvait fort bien disparaître, rejeté à la mer par une vague vengeresse déferlant le long du fleuve depuis les provinces soulevées.

Tout cela dépendait de ce que les communistes allaient faire dans les prochaines semaines. Il s'agissait pour eux d'apprécier à sa juste valeur le désastre qui les avait frappés sur la route de Shanghai. Ils s'étaient mis sous la coupe de Chiang et du Kuomintang et s'étaient faits les artisans de leur propre malheur. Maintenant siégeait à

Wuhan un gouvernement soi-disant Kuomintang de gauche. En fait, un groupe de militaristes ambitieux de la Chine centrale entourant de près la coterie de politique que Wang Ching-wei avait réunie. Dans les villes, à la campagne, des millions d'ouvriers et de paysans étaient en mouvement, recherchant la direction qui exprimerait leurs intérêts. La nature du gouvernement de Wuhan, ce qu'était « la gauche du Kuomintang », la façon dont les communistes avaient à se situer par rapport au gouvernement et aux masses ; tels étaient les problèmes. La réponse que les communistes chinois livrés à eux-mêmes y auraient apportée est difficile à deviner. Toute velléité d'auto-affirmation au sein de la direction du parti avait été étouffée voilà déjà longtemps. Aucun doute, aucune protestation ne troublait désormais l'absence de choix dans la direction du parti. La décision appartenait à Moscou.

En Russie, dans la longue série des polémiques et des désaccords fondamentaux divisant, maintenant au grand jour, le groupe de Staline au pouvoir, et l'opposition dirigée par Trotsky, la Chine avait pris la première place. Une fois de plus, le lecteur doit se souvenir de ce qu'en 1927, le régime stalinien en était seulement à consolider ses assises, et n'avait pas encore éliminé l'opposition intérieure. Si la terreur policière avait déjà remplacé les rapports politiques à l'intérieur du parti lui-même, ce processus n'était pas encore complètement développé. C'était déjà un régime dont les motivations répondaient exclusivement aux intérêts nationaux d'un État, comme une bureaucratie au pouvoir peut les concevoir, mais il lui fallait encore se justifier dans la terminologie même de l'internationalisme révolutionnaire. Staline possédait un talent réel pour surmonter les obstacles par la force, mais il lui fallait d'abord renforcer sa position, avant de s'exprimer sans retenue sur ce mode chez lui et à l'étranger. Son infaillibilité politique ne pouvait se passer complètement d'argumentation et de prescription. Il lui fallait même préparer des thèses sur la révolution chinoise pour le huitième plénum de l'Exécutif du Comintern prévu à Moscou pour la fin mai au plus tard. Il se préparait déjà à se débarrasser de ces fioritures quasi parlementaires, mais il avait encore l'obligation d'engager un certain nombre de débats, de se justifier en se maintenant dans une certaine tradition bolchevique.

C'est un rôle pour lequel Staline montra peu de dispositions, mais où il souligna toutes les limites d'une men-

lalité bureaucratique. Dans le domaine des idées, il avait tendance à patauger parmi les catégories abstraites qu'il n'arrivait jamais à faire coïncider avec les forces sociales réelles. Spécialiste du pouvoir, surtout du pouvoir en Russie, sa connaissance et sa compréhension des mouvements sociaux et politiques à l'extérieur était très réduite. De toute façon, lorsqu'il avait à se prononcer au niveau idéologique, Staline affichait quelques idées de base. Il n'avait jamais admis que le prolétariat puisse effectivement tenir le pouvoir, et même que ce pouvoir puisse être tenu démocratiquement. Ceci explique pourquoi, en 1917 déjà, il avait été quelque peu dépassé par les événements. Par la suite, il s'était assez volontiers emparé d'un pouvoir, que cette conquête devait modeler, pour en faire une oligarchie selon ses goûts. Sur la scène mondiale, il montra, à maintes reprises, que son idée fondamentale était d'imposer un pouvoir totalitaire par la force; à défaut, de manipuler des mouvements prolétariens, populaires, pour faire pression sur un pouvoir bourgeois qu'il puisse comprendre et avec lequel il puisse composer, d'oligarchie à oligarchie. Telles étaient les perspectives qu'il envisageait pour la Chine en 1927. Il avait calculé que Chiang conduirait le peuple chinois jusqu'à la victoire de la révolution nationale et ferait de la Chine un solide allié contre l'ennemi commun, l'Angleterre. Les événements allaient montrer qu'il s'était trompé de façon monumentale. Il avait adopté l'infaillibilité conséquente au monolithisme du pouvoir, et ne pouvait reconnaître son erreur. Ne pouvant qu'insister sur la justesse de sa démarche, il dut chercher une autre source virtuelle de pouvoir, susceptible de prendre en charge les masses dirigées par les communistes. Il crut avoir trouvé ce qu'il cherchait dans le soi-disant Kuomintang de gauche à Wuhan.

Contre Staline, Trotsky et, en général, le groupe oppositional qu'il dirigeait, représentaient une survivance du courant socialiste et internationaliste du bolchevisme. Trotsky et ses partisans étaient tenus par le système politique dictatorial et le régime du parti unique issus également du bolchevisme. Mais ils étaient toujours des révolutionnaires, et n'avaient jamais envisagé, même en rêve, qu'une révolution puisse engendrer un pouvoir ayant le style que Staline avait fait triompher. Ils pensaient toujours que l'avenir de la Russie en tant qu'État socialiste dépendait complètement d'un développement victorieux du courant prolétarien révolutionnaire international. A

la différence de Staline, Trotsky avait une magnifique et presque intuitive appréhension des lignes de force du combat révolutionnaire dans le monde entier. Bien que les renseignements dont il disposait fussent parcellaires, les analyses et les mises en garde de Trotsky à propos de la marche des événements en Chine s'avérèrent remarquablement précises. Il croyait que la révolution en Chine, tout comme en Russie, ne pourrait réussir qu'à la condition que la classe ouvrière assume la direction des masses paysannes. Quoique les tâches de la révolution chinoise relevassent encore d'un stade bourgeois, il ne s'ensuivait pas forcément, disait-il, que la bourgeoisie, ou une fraction de la bourgeoisie, puisse mener à bien ces tâches, surtout dans un pays à demi colonial, à un moment historique si tardif. Il fallait désormais télescoper, sous le contrôle de la Chine ouvrière, la révolution bourgeoise et la révolution socialiste; et en considérant cela comme une partie seulement de la transformation révolutionnaire des zones décisives du monde. Il avait dénoncé la subordination des ouvriers, des paysans, et des communistes en Chine à la bourgeoisie nationaliste, subordination qui conduisait inévitablement à la défaite. C'est précisément ce qui est arrivé à Shanghai et ce qui allait à nouveau arriver, prévenait-il une fois de plus, si le mouvement des masses était soumis au gouvernement de petit-bourgeois radicaux et de militaristes de Wuhan. Les thèses de Staline, « Les problèmes de la révolution chinoise » furent publiées dans la *Pravda* du 21 avril<sup>3</sup>.

La réponse de Trotsky « La révolution chinoise et les thèses du camarade Staline<sup>4</sup> » fut présentée le 7 mai pour paraître dans la presse selon la procédure ordinaire. Elle ne fut même pas imprimée.

Staline tenait, puisqu'il était soumis au débat, à ce que la confrontation soit aussi unilatérale que possible, et il se servit de son pouvoir à cette fin. Les documents des deux côtés étaient préparés pour la session du Comintern qui devait avoir lieu quelques semaines plus tard, mais il est important de ne pas suivre l'ordre chronologique car, durant ces semaines, avant que la session ne soit effectivement réunie, les thèses en présence avaient déjà été jugées par les événements. Staline commença par dire que les événements en Chine

avaient prouvé que la ligne qui avait été tracée était la seule correcte... Cette ligne, c'était celle d'une intime collaboration de l'aile gauche et des communistes à l'intérieur du Kuo-

minlang, celle du renforcement de l'unité du Kuomintang... Celle qui savait utiliser l'aile droite, ses relations et son expérience tant qu'elle restait soumise à la discipline du parti... La suite des événements a corroboré la justesse de cette ligne.

A cela Trotsky répliqua :

On sait très bien ce que veut dire la soumission de la bourgeoisie à la « discipline », comment le prolétariat a réussi à utiliser la droite, en fait la moyenne et la grande bourgeoisie, ses « relations » (avec les impérialistes) et leur « expérience » (pour ce qui est de pendre ou de descendre les ouvriers). L'histoire de cette « utilisation » s'inscrit en lettres de sang dans le livre de la révolution chinoise. Cela n'empêche pas d'écrire : « La suite des événements a corroboré la justesse de cette ligne. » On ne saurait dire plus !

Les événements, pour Trotsky, n'avaient fait que mettre en lumière la nature pernicieuse de la politique officielle ; qu'on ne puisse « exorciser la lutte de classe pour l'idée d'un front national uni, voilà qui n'est que trop démontré par les sanglants événements d'avril, conséquence directe de la politique du Bloc des quatre classes ». Se refuser à admettre cette évidence, c'était « préparer une seconde tragédie d'avril comme prochaine étape de la révolution chinoise ».

Il est urgent, disait Trotsky, de définir une nouvelle ligne de conduite qui, seule, pourra garantir l'indépendance politique et organisationnelle du parti communiste chinois, et la mise sur pied de soviets, organes d'un double pouvoir qui pourront lancer en avant la révolution agraire et la défendre dans les provinces ; c'est la seule façon de prévenir de nouveaux et de plus graves désastres. La formation de soviets signifiait la formation en ville et à la campagne d'authentiques organes représentatifs du mouvement de masse. Ouvriers, paysans et soldats éliraient démocratiquement leurs délégués, qui se retrouveraient dans des assemblées siégeant aux côtés des organismes du gouvernement régulier, afin de garantir la poursuite du combat pour la terre, la lutte contre l'impérialisme et les militaristes. Cette unité à la base serait un contrôle constant et une menace constante pour la petite-bourgeoisie radicale qui tenait les rênes à Wuhan. Cela rendrait les masses indépendantes des oscillations et des compromis du sommet. En un mot, le double pouvoir assurerait la transition vers la prochaine étape de la révolution.

Selon Staline, on pouvait encore accorder toute confiance au Kuomintang, dans son aile « gauche », dans le gouverne-

ment de Wuhan. Celui-ci était devenu le centre révolutionnaire. Les ouvriers et les paysans devaient lui faire confiance, continuer la lutte anti-impérialiste, le combat contre les militaristes, et prendre la responsabilité de l'insurrection paysanne.

Le coup de Chiang [écrivait-il] signifie que dorénavant il y aura en Chine du Sud deux camps, deux gouvernements, deux armées, deux centres; celui de la révolution à Wuhan, celui de la contre-révolution à Nankin... Cela signifie que le Kuomintang révolutionnaire, regroupé à Wuhan pour combattre résolument le militarisme et l'impérialisme, deviendra de ce fait un organisme de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie... Nous devons adopter une politique de concentration de la totalité du pouvoir aux mains du Kuomintang révolutionnaire... Cela implique que la politique d'étroite collaboration entre la gauche et les communistes à l'intérieur du Kuomintang acquière une force et une signification particulières... *et que sans cette collaboration la victoire de la révolution est impossible.*

Le mot d'ordre des soviets, par conséquent, était inadmissible, car il aurait voulu dire :

La lutte contre le pouvoir existant dans cette partie de la Chine... contre le pouvoir du Kuomintang révolutionnaire, puisque dans cette partie de la Chine, il n'est d'autre pouvoir que celui du Kuomintang révolutionnaire. C'est confondre la tâche de mettre sur pied, de renforcer des organisations de masse du type des comités de grève, des lignes paysannes, des comités ruraux, des conseils de commerçants, des comités d'usine, objectifs que le Kuomintang s'est déjà fixé, avec la mise en place d'un système soviétique pour remplacer le pouvoir établi du Kuomintang révolutionnaire.

Trotsky répliqua :

Les mots puent (tout comme l'appareil) une conception bureaucratique de l'autorité révolutionnaire... Le gouvernement n'est pas considéré comme l'expression et la cristallisation de la lutte des classes (qui se développe), mais comme la représentation se suffisant à elle-même de la volonté du Kuomintang. Les classes vont et viennent, mais le Kuomintang se perpétue. Il ne suffit pas d'appeler Wuhan le « centre révolutionnaire » pour qu'il en soit réellement ainsi. Le Kuomintang provincial de Chiang Kai-shek a derrière lui sa vieille et réactionnaire bureaucratie mercenaire. Et le Kuomintang de gauche? Pour le moment, rien ou presque. Le mot d'ordre des soviets est un appel pour la création d'organes réels, d'un nouveau pouvoir d'État pendant la période de transition, d'un double gouvernement.

Pour Staline, dans la période à venir,

la source du pouvoir du Kuomintang révolutionnaire repose dans la marche en avant du mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans, du renforcement de leur organisation de masse, des comités révolutionnaires paysans, des syndicats ouvriers, et des autres organisations de masse révolutionnaires, qui seront les éléments préparatoires à la formation des futurs soviets.

Que devrait être la politique de ces organisations? se demandait Trotsky.

Rien à ce sujet dans ces thèses. La formule selon laquelle elles sont les éléments préparatoires aux soviets de l'avenir n'est qu'une formule, rien de plus. Que vont faire *maintenant* ces organisations? Elles auront à prendre la tête des grèves, des boycotts, briser l'ossature de l'appareil bureaucratique, exterminer les bandes militaires contre-révolutionnaires, expulser les grands propriétaires, désarmer les troupes des usuriers et des paysans riches, donner des armes aux ouvriers et aux paysans, en un mot résoudre tous les problèmes de la révolution agraire et démocratique... et s'élever ainsi à la position d'organes du pouvoir local. Mais il s'agit alors de soviets, de soviets bien mal adaptés à leurs fonctions... Dans ce que nous avons pu voir jusqu'ici, les organisations syndicales furent contraintes d'assumer des fonctions approchant beaucoup de celles de soviets (à Hong-Kong, à Shanghai et ailleurs). Mais précisément c'étaient des fonctions dépassant la capacité des syndicats. Ils ne peuvent rassembler les masses petites-bourgeoises qui, en ville, sont proches du prolétariat. Des tâches telles que mener à bien une grève à moindres frais pour la population pauvre, la distribution des vivres, le contrôle de la fiscalité urbaine, la participation à la formation d'armées, pour ne rien dire de la tâche de mener à bonne fin la révolution agraire dans les provinces, toutes ces tâches ne peuvent être accomplies avec la vigueur nécessaire que si l'organisme de coordination peut, non seulement regrouper toutes les catégories du prolétariat, mais encore les réunir effectivement sur une base pratique avec la population pauvre en ville et à la campagne.

On penserait du moins que le coup d'État militaire de Chiang a enfoncé, comme un coup de marteau dans le crâne de chaque révolutionnaire, l'idée que des syndicats séparés de l'armée sont une chose, et que des soviets unis d'ouvriers et de soldats en sont une autre. Les syndicats et les ligues paysannes, s'ils peuvent s'attirer la haine de l'ennemi autant que les soviets, sont moins capables que ceux-ci de parer ses coups.

Si nous parlons sérieusement de l'alliance du prolétariat avec les masses opprimées des villes et des campagnes, et non d'une alliance entre dirigeants, une alliance édulcorée par l'intermédiaire de douteux délégués... on ne peut concevoir cette alliance que sous la forme organisationnelle

des soviets. Seuls, ceux qui comptent plus sur des dirigeants prêts à tous les compromis que sur les masses révolutionnaires peuvent dire le contraire.

Tout en rejetant le mot d'ordre des soviets, Staline déclarait que « le principal antidote à la contre-révolution, ce sont les ouvriers et les paysans en armes ».

Armer les ouvriers et les paysans est une excellente chose [répondit Trotsky], mais il faut être logique. En Chine du Sud il y a déjà des paysans armés. Ce sont les prétendues armées nationales. Loin d'être « l'antidote de la contre-révolution », ils ont été son instrument. Pourquoi? Parce que la direction politique, au lieu de réunir les masses de l'armée dans des soviets de soldats, s'est contentée d'une copie superficielle de nos départements politiques et de nos commissaires politiques, qui, sans un parti révolutionnaire indépendant et des soviets de soldats, ne sont qu'un camouflage creux du militarisme bourgeois.

Les thèses de Staline rejettent le mot d'ordre des soviets, sous prétexte qu'il serait « le slogan d'une lutte contre le gouvernement du Kuomintang révolutionnaire ». Mais alors que veut dire « le principal antidote à la contre-révolution, c'est le peuple en armes ». Contre qui s'armeraient donc les paysans et les ouvriers? Est-ce que ce ne sera pas contre l'autorité gouvernementale du Kuomintang révolutionnaire? Le peuple en armes, si ce n'est pas une formule creuse, un faux-fuyant et un subterfuge, mais un appel à l'action directe, ce n'est pas moins percutant que le mot d'ordre des soviets de paysans et d'ouvriers. Est-il vraisemblable que les masses armées tolèrent à leurs côtés ou au-dessus d'elles une autorité bureaucratique gouvernementale qui leur est étrangère ou qui leur est hostile? Armer véritablement le peuple dans les circonstances présentes implique inévitablement la formation de soviets... Déclarer que le temps des soviets n'est pas encore venu, et en même temps lancer le slogan du peuple en armes, c'est semer la confusion. Seuls les soviets seront à même de devenir les organes susceptibles de donner des armes aux paysans et aux ouvriers, et de les diriger une fois armés... On dit : le gouvernement de Hankow n'en existe pas moins. Feng Yü-hsiang, T'ang Sheng-chih n'en existent pas moins, et ils ont des troupes à leur disposition; ni Feng Yü-hsiang, ni T'ang Sheng-chih, ni le gouvernement de Wuhan ne veulent des soviets, et créer des soviets serait s'aliéner de précieux alliés. Quoique cet argument ne soit pas explicitement formulé dans les thèses de Staline, il n'en est pas moins décisif pour certains camarades. Nous avons déjà entendu Staline nous assurer que le gouvernement de Hankow était le « centre révolutionnaire » et la « seule autorité gouvernementale ». Parallèlement, on lance une campagne publicitaire pour Feng Yü-hsiang dans les meetings de notre parti. « Ancien ouvrier », « révolutionnaire constant », « homme de confiance », etc. Tout cela répète les erreurs passées dans des circonstances qui les rendront encore plus

désastreuses. Le gouvernement de Hankow et le commandement de l'armée s'opposent aux soviets parce qu'ils ne veulent rien avoir à faire avec un programme agraire radical, rompre effectivement avec les grands propriétaires et la bourgeoisie, parce qu'ils chérissent secrètement l'idée d'un compromis avec la droite. Il est de toute urgence de former des soviets. C'est la seule façon de tirer à gauche les éléments révolutionnaires de Hankow et d'extirper la contre-révolution.

En somme, Staline continuait à donner la préférence à un bloc avec les bourgeois radicaux du Kuomintang, et à s'opposer à tout projet d'organisation indépendante des masses dans leurs propres conseils, qui puisse être préjudiciable au bloc à son sommet. C'était la politique effectivement poursuivie par le parti communiste chinois. Trotsky réclamait l'indépendance du parti communiste, la formation de conseils ou de soviets dans les villes et les villages, et un programme « pour placer la liaison avec les masses petites-bourgeoises à un niveau plus haut qu'avec leurs dirigeants politiques; pour nous fier à nous-mêmes, à notre organisation, à nos forces et à nos armes ».

Les communistes chinois ne furent, de toute façon, jamais en état de confronter les thèses de l'opposition avec leur propre expérience. Ils avaient compris que le trotskysme était quelque pernicieuse doctrine qu'il fallait se contenter d'étiqueter sans même discuter<sup>5</sup>. Cette prose reprenait ce remarquable argument selon lequel la tuerie de Shanghai avait entièrement confirmé les prévisions du Comintern et, en tout état de cause, n'aurait pu être empêchée. Les faits et gestes de la direction du parti communiste à Shanghai, qui allait être si âprement critiqués par la suite, pour avoir ouvertement violé les directives de l'Internationale communiste, étaient pour l'instant rigoureusement défendus. Staline, lui-même, écrivit :

L'opposition est mécontente parce que les ouvriers de Shanghai n'ont pas entrepris de combat décisif contre les impérialistes et leurs laquais. Ils ne comprennent pas que la révolution en Chine ne saurait être conduite à un rythme aussi rapide... Ils ne comprennent pas qu'on n'engage pas un combat décisif quand les conditions ne s'y prêtent pas... et que ne pas éviter d'engager un tel combat dans des circonstances défavorables (alors qu'on peut l'éviter) signifie faciliter le travail des ennemis de la révolution.

« Il était nécessaire », écrivit un autre défenseur de la stratégie du Comintern, « de ne pas céder à la provocation et d'attendre le moment propice pour passer à l'action.

Le coup d'État de Chiang Kai-shek, perpétré sous la pression et sous la protection des armées de l'impérialisme étranger, *ne pouvait être empêché* <sup>6</sup> ».

Dans un chapitre rajouté à la hâte au rapport qu'il présentait devant l'organisation de Moscou du parti, en avril, Boukharine défendit la politique de « tenir les armes cachées et refuser la bataille », insistant sur le fait que « l'autorité du parti communiste chinois trait en se renforçant, puisque longtemps avant le coup de Shanghai, le parti communiste chinois avait pu mener une énergique campagne contre le dictateur bourgeois ». Un peu plus tard, quand il eut commencé à accuser les communistes chinois de pratiquer une politique dont il avait lui-même tracé les grandes lignes, Boukharine ajouta : « Il est nécessaire de réaffirmer que, même s'ils avaient fait tout ce qu'il fallait faire, il nous aurait été impossible dans la période actuelle de triompher de Chiang à la suite d'un conflit ouvert et direct... Les impérialistes auraient pu noyer dans leur sang les ouvriers de Shanghai en une journée d'un conflit armé <sup>7</sup>. » Un article entier de l'organe central du Comintern fut spécialement consacré à prouver que le parti communiste de Chine avait suivi, sans dévier d'un pouce, les instructions du Comintern. Puis les ayant longuement passées en revue, il concluait : « Tout cela concourt à prouver que le jeune parti communiste chinois s'est préservé ces derniers temps des hésitations et des oscillations, et qu'il a bien saisi que la tactique qui consiste à stimuler le mouvement de masse est la seule bonne pour l'avant-garde du prolétariat chinois <sup>8</sup>. » Boukharine, qui avait pris la direction de l'aspect idéologique de l'affaire, et qui préparait pour Staline les dossiers, rédigeait les résolutions (il devait néanmoins payer de sa vie, malgré les services rendus, la montée de Staline au pouvoir), avouant ouvertement qu'il n'était pas question d'abandonner la politique du Kuomintang. « Ce serait une grave erreur, déclarait-il, que de laisser à la clique de Chiang Kai-shek la bannière du Kuomintang <sup>9</sup>. »

Bien au contraire, expliquait-on, le but était d' enrôler les masses dans le Kuomintang, de soutenir le gouvernement de Wuhan qui « est en train de combattre les militaristes chinois et les impérialistes étrangers » et qui « a mis la révolution agraire à l'ordre du jour <sup>10</sup> ». Cela revenait à accorder toute confiance, tout soutien et toute foi au Kuomintang de gauche.

Tout cela signifiait, écrit Trotsky,

apporter sa tête volontairement à l'abattoir; la leçon sanglante de Shanghai n'aura donc servi à rien. Les communistes, comme auparavant, se transformaient en gardien de troupeaux pour le parti des tueurs bourgeois <sup>11</sup>.

Une nouvelle fois, le 18 mai, Trotsky lança une mise en garde :

Les dirigeants du Kuomintang de gauche, du type Wang Ching-wei et compagnie, vous trahiront inévitablement si vous vous mettez à la remorque de Wuhan, au lieu de mettre sur pied vos propres soviets indépendants. La révolution agraire est une chose sérieuse. Les politiciens du genre de Wang Ching-wei à la moindre difficulté s'uniront dix fois avec Chiang Kai-shek plutôt qu'une fois avec les ouvriers et les paysans <sup>12</sup>.

Il ne se passe pas six semaines avant que cette prophétie ne se réalise.

Le « centre révolutionnaire » que Staline avait cru discerner à Wuhan connut une existence des plus éphémères. Les dirigeants petits-bourgeois que Staline confondait avec les masses populaires pauvres, et sans la collaboration desquels la victoire de la révolution était impossible, se muèrent en intermédiaires politiques de la répression du mouvement des masses. Staline pensait qu'il était en train de former avec eux un « nouveau bloc des ouvriers, des paysans et de la petite-bourgeoisie ». Mais ces dirigeants petits-bourgeois étaient infiniment plus proches de la « grande » bourgeoisie qu'ils ne l'étaient des masses pauvres. Ils étaient facilement enclins aux promesses radicales pour les lendemains, mais invariablement choqués et effrayés par les « excès » du présent, au moment où les ouvriers et les paysans essayaient de satisfaire leurs propres exigences. Ils avaient lâchement fait leur soumission à Chiang, et Chiang les avait dédaignés; maintenant à Wuhan, ils rampaient aux pieds des militaristes locaux, dont ils dépendaient plus que jamais depuis la défection de Chiang.

A la tête des mercenaires à Hankow, il y avait T'ang Sheng-chih le seigneur de guerre du Hunan. T'ang était lui-même un très gros propriétaire foncier au Hunan, et la chambre de commerce de Hankow et le beau monde afférent s'en étaient remis à lui pour leur protection. Borodine lui-même était l'auteur d'une figure de style très appréciée pour décrire les relations mutuelles entre les politiciens de Hankow et du général T'ang. Anna Louise Strong, la publiciste du Kremlin, se trouvait à Hankow à ce moment

et avait interrogé Borodine sur la nature des rapports entre les pouvoirs civil et militaire de Wuhan. Elle pensait que « si le pouvoir civil était ferme, le pouvoir militaire devrait s'effacer ». Il rit : « As-tu déjà vu un lapin face à un python, tremblant, sachant qu'il va être avalé et malgré tout fasciné? Voilà la situation du pouvoir civil de Wuhan face au pouvoir militaire. Tremblant, et les yeux fixés sur l'autre. » « Ainsi, il ne conservait plus guère d'illusion, commentait M<sup>lle</sup> Strong, sur le courage des intellectuels chinois avec qui il travaillait et qui formaient ce gouvernement. Mais il était et resterait la source de leur fermeté et de leur projet révolutionnaire<sup>13</sup>. »

Ces radicaux de Wuhan, en qui Moscou voyait des parangons de vertus révolutionnaires et que, sur place, tout le monde, Borodine y compris, prenait pour des lapins anémiques, n'étaient qu'une petite bande inefficace, remarquable seulement par son incapacité totale en matière de pouvoir et de direction. Leur chef était Wang Ching-wei que nous avons déjà vu courbé et plié sous la pression de Chiang à Canton et à Shanghai. Indécis en tout, sauf lorsqu'il s'agissait de céder la place à de fortes personnalités. L'orateur de l'équipe était un certain Hsü Ch'ien, naguère lettré confucéen, passionné par les discours radicaux, allant même jusqu'à singer ses collègues communistes. Il allait être un des premiers à prendre le large. Ku Meng-yü, directeur de l'organe central du Kuomintang à Hankow, avait en 1926 qualifié les insurrections paysannes de « mouvement de vandales, de canailles, de paysans paresseux ». Sun Fo, fils de l'ancien leader Sun Yat-sen, un politicien tortueux qui changeait de point de vue et de tendance si souvent que ses propres amis, pourtant peu difficiles en matière de fermeté, l'appelaient, par dérision, Sun Wu-kung, du nom du singe mythique qui avait couvert quinze mille kilomètres d'un seul bond. Mieux connu des étrangers, et pour cause, il y avait Eugène Ch'en aux cheveux bien gominés, passé maître dans l'art de l'invective diplomatique et de la belle phrase pompeuse, empêché par son ignorance du chinois — il était né à la Trinité — de jouer aucun autre rôle que celui de porte-parole auprès des puissances. Soong Ching-ling, jeune veuve de Sun Yat-sen, ne figurait que nominalemeut parmi les dirigeants. Du groupe entier, seul Teng Yen-ta, qui avait succédé à Liao Chung-k'ai comme directeur politique de l'armée à Canton, avait le courage de ses convictions, ce qui le faisait ressortir du lot.

Tels étaient les appuis principaux du « centre révolutionnaire » dont, selon Staline, tout dépendait maintenant. Leur force, écrivait Doriot, « réside essentiellement dans le soutien des masses laborieuses... la Fédération générale du Travail avec ses trois millions de membres... les unions paysannes avec leurs quinze millions d'adhérents... sont en train de se regrouper sous la bannière du Kuomintang<sup>14</sup>. » Malheureusement, si le ralliement des masses au gouvernement de Wuhan était une chose, le ralliement du gouvernement de Wuhan aux masses en était une autre. Six mois plus tard devant une conférence du parti à Moscou, Chitarov, l'un des Russes qui avait été à Hankow à ce moment, déclara : « Quelque chose avait été perdu de vue. Pendant que la bourgeoisie prenait ses distances avec la révolution, le gouvernement de Wuhan ne pensait même pas à la quitter. Malheureusement, la majorité de nos camarades ne l'avait pas compris<sup>15</sup>. » Et Borodine, à nouveau, longtemps après les événements, disait à Fischer : « Le monde entier croyait Hankow communiste, mais c'était le Kuomintang de gauche qui dirigeait, et le Kuomintang de gauche n'était ni bolchévique, ni même socialiste; et les généraux qui se partageaient Hankow s'opposaient à coup sûr à tout ce qui était communiste<sup>16</sup>. »

Tel était le vrai Wuhan qui allait tirer de la théorie stalinienne du « centre révolutionnaire » une macabre plaisanterie quelques semaines plus tard. Selon cette théorie, la coupure était nette et l'opposition diamétrale entre le camp de la révolution (Wuhan) et les forces de la contre-révolution (Nankin). Comme Mif en faisait état : « Dès l'origine, il était caractéristique que la contradiction était complète entre les deux centres<sup>17</sup>. »

Ou, comme les dirigeants communistes chinois le disaient : « La sécession de la grande bourgeoisie a délivré le mouvement révolutionnaire national des causes de conflits internes ou de mauvais accord, et cela a permis de tendre désormais vers un but unique<sup>18</sup>. »

Mais à peine quelques semaines plus tard, les lecteurs des *Izvestia* apprenaient, avec stupéfaction, que les chefs du Kuomintang de gauche avaient bien fait la preuve qu'ils étaient « des marionnettes aux mains des généraux<sup>19</sup> » et les lecteurs de la presse communiste étrangère d'apprendre que « peu de chose, si tant est qu'il y en ait, distinguait les généraux et les généralissimes du camp de la contre-révolution, des généraux et généralissimes du

gouvernement nationaliste<sup>20</sup> ». Mif devait convenir de ce que « en fin de compte... les dirigeants de Wuhan avaient plié le genou devant Nankin<sup>21</sup> ». La complète contradiction se dissolvait rapidement et totalement, et pour longtemps il fallut recourir à ce vieil expédient si commode, « la dialectique de la lutte de classes ». Mais une explication un peu plus honnête et un peu plus dialectique apparut sous la signature du parti communiste chinois en 1931.

La rupture entre Nankin et Wuhan ne fit pas apparaître immédiatement à Wuhan le bloc des ouvriers, des paysans et de la petite-bourgeoisie. Tout au contraire, le pouvoir, non seulement de la bourgeoisie, mais aussi des grands propriétaires et des hobereaux se poursuivit. Ces derniers, en particulier, avaient un pouvoir immense. Le conflit interne à Wuhan revêtait les mêmes traits sociaux que celui de Nankin; c'est-à-dire que la révolution démocratique des ouvriers et des paysans était aux prises avec les hobereaux et la classe des grands propriétaires. La décomposition à Wuhan avait commencé avant même que le gouvernement de Wuhan ne soit complètement organisé<sup>22</sup>.

Présenter ces conclusions plusieurs années après les événements était apparemment de la bonne dialectique. Le souffler en 1927, alors que tout cela se déroulait, était apparemment du trotskysme contre-révolutionnaire. Trotsky avait multiplié les mises en garde et prévenu que Wuhan rejoindrait le camp des généraux contre la révolution agraire. Staline assurait (avec insistance) que Wuhan suivrait la révolution agraire contre les généraux. Cela ne nécessitait, disait-il, que le soutien sans réserve et inconditionnel des communistes et du mouvement des masses. Staline, bien entendu, l'emporta et la révolution chinoise s'enfonça vers de nouvelles défaites.